

1991



1992

RÉTROSPECTIVE
ANNUELLE

TABLE RONDE
NATIONALE
SUR L'ENVIRONNEMENT
ET L'ÉCONOMIE

MEMBRES DU TRN

DR. GEORGE CONNELL,

Président, Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

R.C. (REG) BASKEN

Président, Energy and Chemical Workers Union

L'HONORABLE CAROL CARSON

Ministre de l'Environnement, Gouvernement du Saskatchewan

L'HONORABLE JEAN CHAREST

Ministre de l'Environnement, Gouvernement du Canada

L'HONORABLE J. GLEN CUMMINGS

Ministre de l'Environnement, Gouvernement du Manitoba

PAT DELBRIDGE

Président, Pat Delbridge Associates Inc.

L'HONORABLE JAKE EPP

Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Gouvernement du Canada

JOSEFINA GONZALEZ

Chercheuse, Société Forinsek Canada

DIANE GRIFFIN

Directrice générale, Island Nature Trust P.E.I.

DR. LESLIE HARRIS

Université Memorial, Terre-Neuve

TONY HODGE

École d'urbanisme, Université McGill

SUSAN HOLTZ

Chercheuse principale, Ecology Action Centre

JOHN E. HOUGHTON

Président, Québec and Ontario Paper Company Ltd.

PIERRE-MARC JOHNSON

Directeur Centre de médecine, d'éthique et de droit de l'Université McGill

DAVID L. JOHNSTON

Principal et vice-chancelier, Université McGill

DR. GERALDINE A. KENNEY-WALLACE

Présidente et vice-chancelière, Université McMaster

MARGARET G. KERR

Vice-présidente Environnement, Santé et Sécurité, Northern Telecom Limitée

LESTER LAFOND

Président, Lafond Enterprises Ltd.

L'HONORABLE JOHN LEEFE

Président, Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME)

JACK M. MACLEOD

Président et directeur général, Shell Canada Ltd.

JIM MACNEILL

Associé Principal du Programme de développement durable, Institut de recherche politique

L'HONORABLE DONALD MAZANKOWSKI

Ministre des Finances, Gouvernement du Canada

DAVID MORTON

Président et directeur général, Alcan Aluminum

LISE OUELLETTE

Coordinatrice de la fédération des agriculteurs et des agricultrices francophones du Nouveau-Brunswick

DR. BOB PAGE

Faculté des sciences environnementales, Université de Calgary

LEONE PIPPARD

Présidente et directrice générale, Canadian Ecology Advocates

JUGE BARRY D. STUART

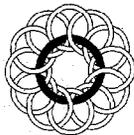
Cour territoriale du Yukon

L'HONORABLE MICHAEL WILSON

Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et Ministre du Commerce extérieur, Gouvernement du Canada

*"Nous devons incarner
le changement
auquel nous aspirons
dans le monde."*

Mahatma Gandhi



Voici le troisième rapport annuel de la Table ronde nationale. J'espère que cela vous convaincra que la Table ronde nationale a atteint rapidement sa maturité, qu'elle a défini et abordé certaines des grandes questions de développement durable au Canada comme à l'étranger, et que les progrès sur plusieurs fronts sont maintenant tangibles.

Cette année, nous nous sommes surtout employés à la préparation de la Conférence des Nations unies sur le développement durable - le Sommet de la Terre - dont le haut lieu fut la rencontre des chefs d'État à Rio de Janeiro en juin.

Le Comité de politique étrangère de la Table ronde avait prévu l'importance de la CNUED il y a trois ans déjà. Cette conférence était censée être une grande occasion de faire avancer la cause du développement durable dans le monde entier, et nous vous avons d'ailleurs fait part du vif intérêt que nous y portions dans notre premier rapport annuel de 1990.

La Table ronde vous a soumis des recommandations officielles en mars 1992, qui traitaient de points de stratégie autant que de questions de fond. Suivant votre suggestion, nous avons eu un dialogue fructueux avec le ministre des Affaires extérieures, le ministre de l'Environnement et de hauts fonctionnaires qui participaient aux préparatifs de la CNUED. Deux de nos membres, Pierre-Marc Johnson et Jim MacNeill, qui faisaient partie de la délégation canadienne de la CNUED, ont joué un rôle actif à Rio.

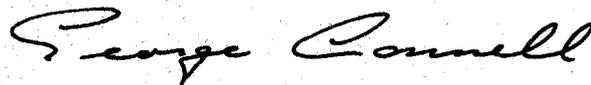
Aux lendemains de ce grand événement, il est manifeste que la délégation canadienne, sous votre ferme leadership, a exercé une influence marquante et positive sur les résultats. Votre initiative en tant que premier signataire de la Convention sur la biodiversité a été remarquée dans le monde entier et fut sans doute déterminante dans le ralliement d'autres signataires. Pour cette intervention, parmi bien d'autres tout aussi importantes, nous tenons à vous féliciter, vous-même et votre équipe.

Il serait prématuré aujourd'hui de dresser le bilan de la CNUED. Bon nombre de ceux qui espéraient l'unanimité mondiale et un financement proportionnel à l'ampleur des problèmes sont déçus. Les réalistes reconnaîtront pour leur part que l'adhésion de tous les pays au changement révolutionnaire qui devra bien finir par se réaliser ne pourra se faire du jour au lendemain.

Les succès et revers de la CNUED se révéleront pleinement dans les mois et années à venir. Même si des jalons importants d'une écologie et d'une économie mondiales viables ont été posés, il faudra sans aucun doute beaucoup d'ingéniosité, d'efforts et d'investissements pour atteindre les objectifs fixés et se relever des échecs.

Pour les Canadiens, le résultat le plus important sera peut-être la prise de conscience générale que nous avons une occasion remarquable d'influencer de façon décisive le cours des événements à l'échelle mondiale, pour faire en sorte que la vision Brundtland devienne réalité. Il faudra maintenir l'élan imprimé par le Sommet de la Terre. Il ne nous faudra pas céder à la complaisance, mais nous devons nous employer à mettre en oeuvre les objectifs et les ententes qui ont été fixés au Sommet. La Table ronde lancera ses propres initiatives sur ce plan et nous réagirons à vos suggestions de façons positive.

Ce rapport présente d'autres réussites importantes de la Table ronde ainsi que les questions qui retiennent actuellement notre attention et nos efforts. J'espère que vous partagerez ma conviction que nous continuons à répondre aux attentes qui concernent l'avancement du développement durable que vous avez exprimées il y a quatre ans et qui ont depuis lors continué d'éclairer notre action.



DR. GEORGE CONNELL

l e d é f i

ous avons amorcé la quatrième grande révolution mondiale. Les trois premières (les révolutions agricole, industrielle et celle de l'information) étaient d'un autre ordre. Elles ont réorganisé la société dans le sens de l'efficacité de sa production. Quant au quatrième grand bouleversement social, la révolution écologique, il consistera, espérons-le, dans une réorganisation de la société qui permettra de produire sans détruire. Mais ce résultat ne sera atteint que si nous détournons la dynamique de regroupement de sa voie actuelle qui est destructrice.

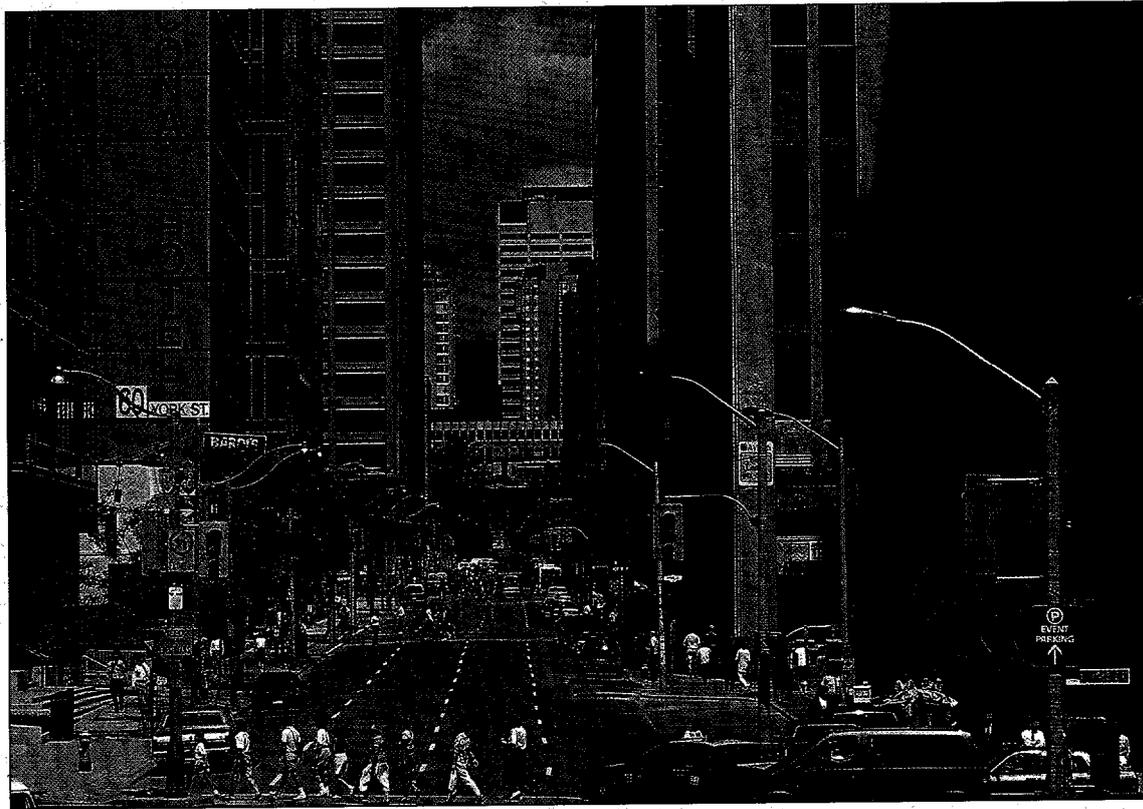
Si nous échouons, si nous ne parvenons pas à créer une société viable, toute forme de vie sur cette planète s'en trouvera gravement menacée. Il n'est pas question de décider si nous voulons que cette révolution ait lieu. Rien ne peut l'arrêter. Le seul choix qui nous est offert porte sur la forme que nous allons donner à cette révolution.

Nous connaissons le potentiel de destruction des changements en cours: la défiguration de notre planète, la spoliation des peuples, l'élimination des espèces et la prolifération de la pauvreté. Mais cela ne fait pas bien longtemps que nous savons comment créer un bien-être planétaire commun qui ne naîtra que d'une vision d'équilibre, d'harmonie et d'interdépendance, de la priorité que nous accorderons au partage et à la coopération, d'un sens aigu de l'interdépendance économique, et d'une détermination croissante à trouver un équilibre que nous saurons maintenir.

Nous savons que, d'ici à ce que les enfants d'aujourd'hui deviennent à leur tour grands-parents, il nous faudra construire une deuxième Terre pour pouvoir accueillir une population qui aura doublé. Si tous les peuples du monde sont capables, économiquement, d'y participer, si nous réussissons le développement durable, ce pourrait être l'occasion la plus extraordinaire qui ait jamais été offerte à l'humanité. Tout le monde y trouvera son compte: on pourra entrevoir de restituer une qualité de vie acceptable aux défavorisés, de promouvoir le bien-être dans toutes les parties du monde et d'assurer la survie des espèces.

Les forces destructrices que nous observons aujourd'hui remontent à la révolution industrielle. Mais les moyens de les conjurer et de réaliser le développement durable découleront de la révolution de l'information, c'est-à-dire de notre capacité de rassembler, de traiter et de diffuser l'information, de doter les gens de connaissances et de responsabilités, et d'acquérir des aptitudes à innover et à mobiliser des réactions.





“LE MOUVEMENT CANADIEN DES TABLES RONDES EST UNIQUE AU MONDE.

IL CHERCHE À MOBILISER TOUS LES CANAUX INSTITUTIONNELS, QUE CE SOIT

AU SEIN DES GOUVERNEMENTS, DES AFFAIRES, OU DES MILIEUX

PROFESSIONNELS, SOCIAUX, POLITIQUES, ENVIRONNEMENTAUX OU

RÉGIONAUX, AFIN DE PROPAGER LA SOUPLESSE DE RÉACTION QU'EXIGE

LA TRANSITION VERS UNE SOCIÉTÉ VIABLE...”

Pourtant, comme dans toute révolution, les institutions qui fonctionnaient si bien autrefois, sont bien souvent devenues sclérosées, rigides et peu aptes à faire face au défi du changement. Dans bien des cas, nos grandes institutions se sont forgées durant l'ère industrielle, mais la révolution de l'information s'est produite si rapidement qu'elles n'ont pas encore eu le temps de s'adapter complètement. Et aujourd'hui, une nouvelle révolution vient nous imposer des exigences encore différentes.

Le mouvement canadien des tables rondes est unique au monde. Il cherche à mobiliser tous les canaux institutionnels, que ce soit au sein des gouvernements, des affaires, ou des milieux professionnels, sociaux, politiques, environnementaux ou régionaux, afin de propager la souplesse de réaction qu'exige la transition vers une société viable. Ce mouvement cherche tout particulièrement à définir plus clairement les voies qui mènent au développement durable.

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie n'est qu'une table ronde parmi d'autres. Il existe également une table ronde par province ou territoire, et le palier municipal, qui compte déjà plus de cent tables rondes, voit ce nombre s'accroître chaque année.

Comme l'énonce le projet de loi fédéral, la Table ronde nationale "doit jouer un rôle catalyseur dans la définition, l'interprétation et la promotion, pour tous les secteurs de la société canadienne de même que pour toutes les régions du pays, des principes et de la pratique du développement durable ..." Cette loi définit le développement durable comme suit: "Développement qui permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre les possibilités pour les générations à venir de satisfaire les leurs."

Pour tant de nos institutions, la véritable pierre d'achoppement est qu'elles reflètent des mentalités ancrées dans la société industrielle qui véhiculaient tout à la fois: information, action, rang social et autorité. Pourtant, les impacts écologiques débordent de ces canaux. Une fois qu'une institution a pris une décision, les impacts écologiques se répandent, submergeant des régions lointaines. Ils sont tels une pierre qui, jetée dans l'eau, forme des cercles de plus en plus grands. Il se produit une multiplication et une interaction de ces changements qui s'en trouvent renforcés. Or, nos institutions ne sont pas bien préparées à dépister, à évaluer ni à traiter ces répercussions, surtout quand cela les conduit à empiéter dans la compétence de quelque autre institution ou dans un domaine où elles manquent d'expérience.

Ces mentalités ont engendré d'énormes progrès sociaux et industriels. A force de vouloir atteindre la normalisation dans tous les domaines, de l'éducation aux chaînes de production, on a acquis des compétences, une aptitude à prévoir et la maîtrise de la qualité. Pourtant, pour faire face à la révolution écologique, il nous faut aussi savoir mettre en valeur la diversité.

Notre société est placée sous le signe des catégories verticales en ce qui concerne les ministères gouvernementaux, les sciences, les grands services, les spécialités professionnelles et pour ainsi dire n'importe quel autre de ses aspects. Or, si nous voulons faire face à l'effet de vague des impacts écologiques, il nous faut aussi être sensibles aux relations horizontales. Les structures hiérarchiques d'autorité marquent nos institutions et, pourtant, nous savons que, pour réagir avec succès, nous avons besoin que la masse jouisse d'un plus grand pouvoir. La Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations unies a maintes fois souligné le besoin de répartir la responsabilité à beaucoup plus vaste échelle.

La notion de souveraineté est sacrosainte depuis bien avant la colonisation de l'Amérique du Nord. Au Canada, cependant, elle revêt une forme différente, étant divisée entre le pouvoir fédéral et provincial, et cet état de choses va à l'encontre de l'interdépendance qui fait tellement partie intégrante de la réalité écologique.

Nous appliquons le système de l'opposition au parlement, dans les tribunaux et dans les relations de travail pour concilier les différences. Mais quelle que soit l'issue, les deux parties demeurent des adversaires. Or, l'écologie a besoin non pas d'adversaires mais de bienfaiteurs, et il faut que les décisions se prennent par consensus, attirant ainsi des partisans, et non par des combats qui font des gagnants et des perdants.



La concurrence est précieuse quand il s'agit d'inciter au perfectionnement et à l'acquisition de compétences. Mais elle éclipse parfois le besoin de coopération qui est pourtant criant en matière d'écologie.

Au sein des gouvernements et dans les affaires, le pouvoir central a le souci de la logique dans l'action, donnant ainsi une image facile à saisir de l'extérieur qui peut inspirer la confiance, et permettant aux subalternes de jouer un rôle cohérent. Mais les pouvoirs centraux sont dépassés par la multiplicité et la complexité des questions écologiques. Ils sont trop loin des détails. Par contre, la décentralisation aborde la prise de décisions en examinant de beaucoup plus près les problèmes ... et les solutions possibles.

Depuis l'époque de Thomas Hobbes, la revendication des droits individuels est la pierre de touche de la pensée progressiste. En revanche, dans la révolution écologique, ce seront les droits collectifs qui seront cette pierre de touche. Par exemple, la mise en valeur de la diversité sous-entend, par définition, les droits collectifs, parce qu'elle vise à donner des avantages non pas à quelques individus mais à tout le monde.

Si l'on envisage la question sous un autre angle, selon le système du droit coutumier au Canada anglais, ce qui n'est pas interdit est permis. En conséquence, toute réglementation visant à la viabilité écologique restreint ce qui serait autrement permis et ce qui, par définition, porte immédiatement atteinte aux droits privés, c'est-à-dire aux droits à la propriété ou à la liberté d'action des individus ou des sociétés.

On n'éliminera pas les tiraillements entre les droits collectifs et individuels mais la viabilité sera freinée à moins que des cibles mutuelles ne soient clairement marquées.

Le conflit est souvent perçu comme une dynamique essentielle de la société. En effet, une publication récente sur le développement durable lui a attribué le mérite de soulever des questions, de former de nouveaux regroupements et d'être source de changement social. Quoi qu'il en soit, ce dont l'écologie a besoin de façon pressante, ce n'est pas de nouveaux conflits mais d'harmonie.

Autrefois, la réglementation était l'un des principaux instruments de règlement de différends. Elle a simplement défini ce qui constitue un devoir ou une interdiction. Mais si l'on compte trop sur la réglementation, on ira à l'encontre du but recherché. La révolution écologique regorgera de conflits latents et, si la réglementation est le moyen fondamental de les régler, il y aura une telle pléthore de lois, de directives, d'instructions et d'évaluations que le pays s'empêtrera en tentant de se frayer un chemin dans ce dédale, sans parler du déluge de litiges qui s'ensuivrait.

Il vaudra beaucoup mieux définir des objectifs communs, des attitudes communes, une compréhension commune. En d'autres termes, il vaudra beaucoup mieux accorder plus d'importance à l'harmonie par la voie de l'éducation en définissant les avantages économiques de la viabilité et les avantages d'une existence moins destructrice.

Enfin, depuis plus de deux siècles, le progrès économique se mesurait surtout en termes de quantité dont le produit national brut est désormais l'exemple par excellence. Or, dans la révolution écologique, le progrès sera beaucoup plus difficile à quantifier, et ce sera la capacité de l'économie à maintenir la qualité de vie sous toutes ses formes qu'il faudra mesurer.



La Table ronde nationale a été créée en 1988. Si les institutions sont des organes internes du corps politique, ce sont donc les interstices qui les séparent qui sont la cible du mouvement des tables rondes. C'est dans ces espaces que s'articulent les liens, si souvent resserrés, avec les institutions. C'est en raison même de l'étroitesse de ces liens que le corps politique a réagi avec autant de laxisme aux avertissements écologiques au cours des trente dernières années. Les tables rondes ont pour mission d'aider à élargir ces liens, de contribuer à vivifier le corps politique parce qu'il lui faudra améliorer grandement ses réflexes s'il veut relever haut la main le défi de la révolution écologique.

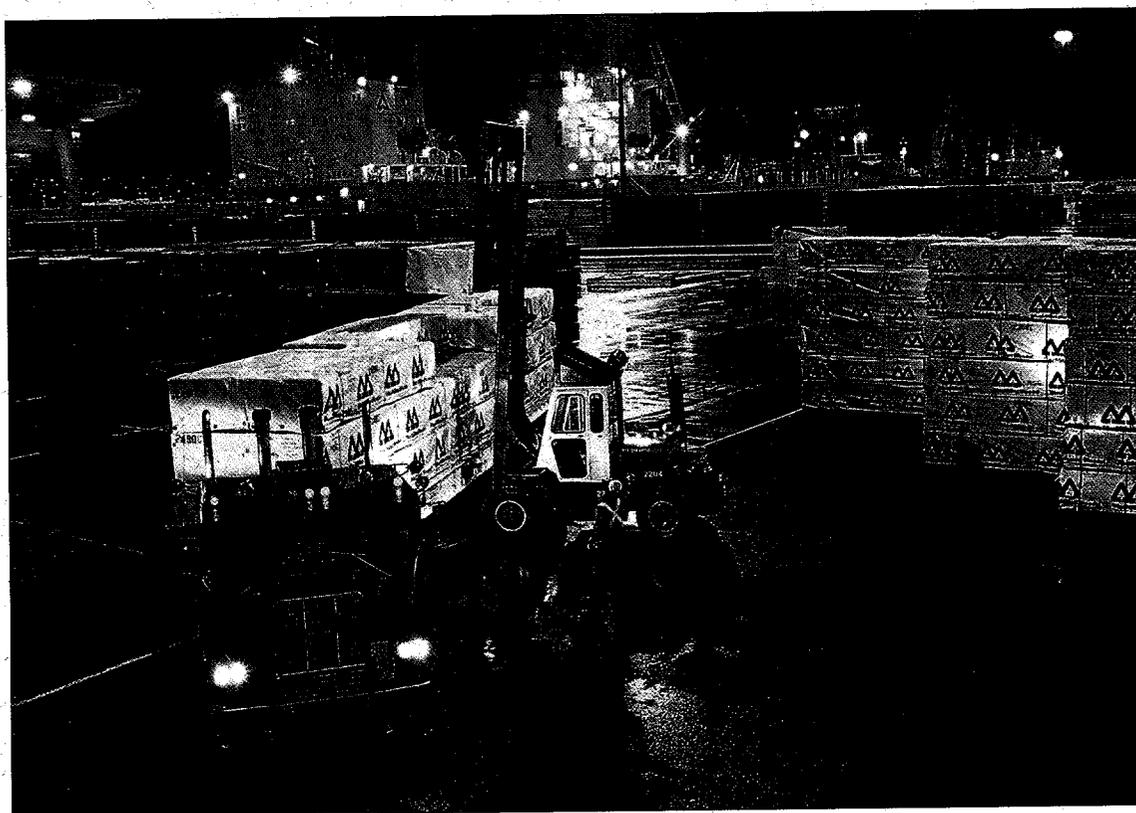
Les techniques employées par la Table ronde nationale sont directes: recruter ses membres dans l'ensemble de la population canadienne afin d'enrichir toute question et toute relation de diversité, d'horizontalité et d'un vaste éventail de compétences; servir de catalyseur et de coordonnateur entre les personnes et les institutions pour ces mêmes raisons, mais aussi inciter les personnes désireuses de participer à s'engager dans le développement durable et les doter de certains pouvoirs et, enfin, décentraliser la prise de décisions; mener ses activités par consensus afin de trouver de l'appui, favoriser la coopération et promouvoir l'harmonie.

Ses membres comptent des dirigeants d'entreprises, des militants d'action communautaire, des ministres des gouvernements fédéral et provinciaux, des scientifiques, des chefs syndicaux, des écologistes qui oeuvrent à titre individuel, des universitaires, l'ancien secrétaire de la Commission Brundtland, des représentants de l'agriculture et des pêcheries, et des autochtones.

Voici ce que la Table ronde a réalisé l'an dernier: participation à des études couvrant un vaste éventail de questions; lancement de deux importants programmes d'éducation, tant institutionnelle que non officielle; participation à ce que l'on peut globalement qualifier de forums d'apprentissage sous la forme d'ateliers, de colloques, de stages et de programmes de formation; établissement de dialogues entre les parties intéressées dans le domaine de la foresterie et du tourisme; elle a aussi couronné deux ans de débat et d'analyse par un rapport au Premier ministre dans lequel elle fait ses recommandations quant à la position que le Canada devrait adopter à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement qui a eu lieu en juin dernier à Rio de Janeiro; collaboration à des travaux de publication de divers manuels et rapports; élaboration d'un plan stratégique, dont une partie intégrante avait trait à ce qu'on a appelé un "exercice de tour de table", série de consultations régionales dans l'ensemble du Canada qui invitait divers groupes de personnes provenant d'horizons très différents à discuter de l'orientation et des priorités que devrait adopter la Table ronde nationale.

Le fait saillant de l'année est que, partout au Canada, la population est désireuse de participer à la poursuite du développement durable. Et elle connaît bien les défis qui nous sont posés. Il suffit seulement de lui donner une orientation et de lui fournir l'occasion d'agir.





“LES TECHNIQUES EMPLOYÉES PAR LA TABLE RONDE NATIONALE
SONT DIRECTES: RECRUTER SES MEMBRES DANS L'ENSEMBLE
DE LA POPULATION CANADIENNE AFIN D'ENRICHIR TOUTE QUESTION
ET TOUTE RELATION DE DIVERSITÉ”

1 impératifs stratégiques

Le tout premier geste de la Table ronde, après sa création, fut de fixer des objectifs qui favoriseraient le développement durable. Elle a déclaré que ces objectifs reposent essentiellement sur la prise de conscience suivante: "La nature se manifeste sous différentes formes de vie et possède la capacité de se régénérer elle-même grâce à sa propre évolution; elle a donc une valeur intrinsèque. Tant au sein des sociétés humaines qu'entre elles, l'équité, l'égalité, la diversité et l'autonomie sont les caractéristiques communes du développement durable."

OBJECTIFS DE LA TABLE RONDE

• *L'intendance*

Pour le bénéfice des générations actuelles et futures, nous devons gérer nos activités sociales et économiques de manière à préserver la capacité de développement de la biosphère.

• *Une responsabilité partagée*

La responsabilité de l'avènement d'une société viable incombe à chacun d'entre nous. Tous les secteurs doivent tendre vers cet objectif commun, chacun assumant la responsabilité de ses décisions et de ses actions, dans un esprit de partenariat et de franche collaboration.

• *La prévention et l'adaptation*

Nous devons prévoir et prévenir les problèmes éventuels en veillant à ce que nos politiques, nos programmes, nos décisions et nos activités de développement n'aient pas d'incidence négative sur l'environnement, sur l'économie, ainsi que sur la vie sociale et culturelle. Étant donné qu'il y aura toujours des circonstances affectant l'environnement et autres qui sont imprévisibles, nous devrions prendre des mesures visant à

améliorer nos capacités d'adaptation au changement qui relèvent de la vie sociale, de l'économie et de l'environnement.

• *Conservation de l'environnement*

Nous devons préserver et améliorer les processus écologiques fondamentaux, la diversité biologique et les systèmes de protection de la vie de notre environnement ainsi que nos ressources naturelles.

• *La gestion de l'énergie et des ressources*

De façon générale nous devons faire en sorte que notre essor nécessite moins d'énergie et moins de ressources, nous devons exploiter nos ressources renouvelables de manière viable et utiliser intelligemment et efficacement nos ressources non renouvelables.

• *La gestion des déchets*

Nous devons, dans un premier temps, tenter de réduire la production de déchets pour ensuite réutiliser, recycler et récupérer les sous-produits gaspillés résultant de nos activités industrielles et domestiques.

• *La reconquête et l'assainissement de l'environnement*

Dans nos politiques, programmes et activités de développement à venir, nous devons nous efforcer de reconquérir et d'assainir les environnements détériorés et de leur redonner une vocation utile.

• *Les innovations scientifique et techniques*

Nous devons appuyer les études, les recherches et le perfectionnement des technologies, produits et services indispensables à la préservation de la qualité de l'environnement, à nos valeurs sociales et culturelles et à notre essor économiques.

• *La responsabilité internationales*

Nous devons penser globalement et agir localement. Qui dit responsabilité globale dit interdépendance écologique entre les provinces et pays, et nécessité d'accélérer l'harmonisation des objectifs environnementaux, sociaux, culturels et économiques. Le travail coopératif tant au Canada qu'au palier international peut nous amener à trouver des solutions globales et équitables aux problèmes.

• *Le développement global*

Dans l'aide qu'il apporte aux pays en développement, le Canada doit donner son appui aux méthodes conformes à l'intention des objectifs susmentionnés.



L'an dernier, à l'issue d'une série de consultations "tour de table" dans l'ensemble du Canada, la Table ronde nationale a adopté les impératifs stratégiques suivants comme principes prioritaires qui orienteront ses activités:

1. reconnaître un besoin de croissance qui suffise à répondre aux aspirations et aux besoins humains; mais aussi:
2. réduire à court terme le contenu d'énergie et de ressources de la croissance;
3. améliorer l'équité entre les peuples ainsi qu'entre les pays développés et les pays en développement;
4. réduire les taux élevés de croissance démographique;
5. réduire certaines formes de consommation;
6. conserver et mettre en valeur la base de ressources;
7. créer des réseaux d'information plus ouverts;
8. encourager de grands investissements afin de reconstituer le capital perdu;
9. modifier les institutions de sorte à assurer que l'on tienne compte des questions économiques et environnementales dans la prise de décisions.

La Table ronde nationale a également défini les types d'activités qu'elle va entreprendre. Ces activités seront axées sur les éléments suivants:

- outils de mesure et de promotion du développement durable;
- questions sectorielles;
- questions intersectorielles;

Au chapitre des "Outils", elle se concentrera sur quatre aspects:

- responsabilité
- indices de développement durable
- mesures d'encouragement économique
- prise de décisions par consensus.

Au chapitre des "Questions sectorielles", elle considère que la gestion de l'énergie et des ressources est des plus critiques pour le Canada et elle se penchera donc sur les aspects suivants:

- viabilité des forêts
- consommation d'énergie viable
- viabilité de l'agriculture
- eau douce.

Au chapitre des "Questions intersectorielles", elle aborde la planification sous un angle écosystémique, en se concentrant sur des questions qui servent de fil conducteur à plusieurs secteurs. Par exemple, la biodiversité, le réchauffement de la planète, les pluies acides et la pauvreté sont des questions intersectorielles. Et il en est de même des trois questions sur lesquelles la Table ronde nationale a axé ses recommandations au Premier ministre quant à la position du Canada au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, parce que ces questions faisaient toutes partie de la plupart des ordres du jour présentés à la Conférence.

Durant ses deux premières années et demie d'existence, la Table ronde nationale a maintenu des comités chargés de lancer des initiatives, de les présenter à l'assemblée plénière à des fins d'approbation, puis de les mettre en oeuvre. L'an dernier, la Table ronde nationale a changé de méthode. Désormais, c'est l'assemblée plénière qui lance des initiatives qu'elle charge ensuite un groupe de travail d'appliquer. Voici les groupes de travail qui sont à l'oeuvre en ce moment: Prise de décisions par consensus, Instruments économiques, Développement durable et prospérité, Biodiversité et Éducation. La Table ronde nationale prend également des initiatives de concert avec d'autres organismes



1 i n i t i a t i v e s

La Table ronde nationale a déclaré qu'elle sera un facteur de changement pour le développement durable, en servant de catalyseur, de partenaire, de conseiller, de promoteur, d'interprète, de collaborateur, de chercheur et de centre d'échange d'informations. En bref, elle sera et fera tout ce qu'elle peut en tant qu'organisme multidisciplinaire, multijuridictionnel et représentant des intérêts multiples dont le seul mandat est le suivant: réconcilier les intérêts divergents au profit exclusif du développement durable. A cette fin, elle a pris les initiatives suivantes l'an dernier:

RAPPORT AU PREMIER MINISTRE

La Table ronde nationale a présenté au Premier ministre un "Sommaire de recommandations" sur le rôle que le Canada pourrait jouer à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro. Le Groupe de travail de la TRN sur la Politique étrangère a commandé plusieurs recherches et consacré presque deux ans de réflexion à l'élaboration de ce sommaire basé sur le principe suivant: "Le progrès vers le développement durable n'a de sens que si on l'envisage et le met en oeuvre à l'échelle mondiale."

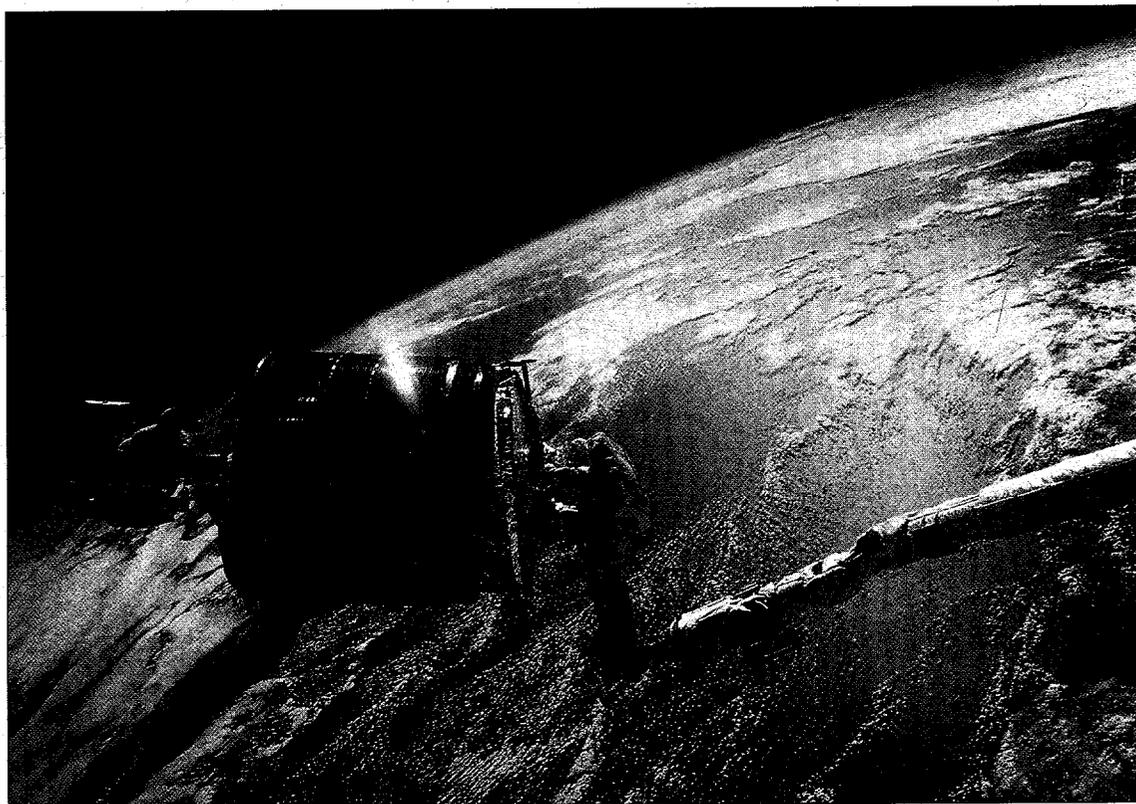
Les recommandations ne portaient que sur trois questions (réforme des institutions internationales, coopération technologique et ressources financières), parce que ce sont celles dont dépendait le succès de tous les points à l'ordre du jour et parce que "Tout progrès sensible sur ces points faciliterait la conclusion d'ententes dans d'autres domaines et engendrerait une infrastructure, des relations et des ressources durables." La

TRN a fait plusieurs suggestions qui, si elles sont appliquées:

- permettraient plus facilement aux institutions internationales de tenir compte des questions politiques, sociales et économiques;
- offriraient de nouveaux modes de coopération internationale entre les pays industrialisés et les pays moins développés;
- dans un avenir prévisible, imputeraient aux pays industrialisés le coût direct du progrès à une échelle mondiale et placeraient le Canada dans un rôle de chef de file pour mobiliser des ressources financières en vue de réaliser le développement durable ici comme à l'étranger.

Le Premier ministre a répondu par lettre dans les termes suivants: "... il est clair que la Table ronde a produit un ensemble de recommandations de haut calibre qui poussent à la réflexion. Ces recommandations seront d'un secours précieux..."





“...**D**ES MESURES D'INCITATION BIEN CHOISIES FAVORISERONT UNE ACTIVITÉ
ÉCONOMIQUE QUI SOIT NON POLLUANTE, EFFICACE, CONCURRENTIELLE,
TOUT EN ENCOURAGEANT L'INNOVATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES
PRODUITS, EN FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET EN AMÉLIORANT
LA POSITION CONCURRENTIELLE DU CANADA EN GÉNÉRAL.”

PARTICIPATION AUX DIALOGUES SECTORIELS

Table ronde sur les forêts

La Table ronde nationale a servi de catalyseur dans la création d'une table ronde sur les forêts où sont représentés des intérêts plus variés que jamais. Cette table ronde vise trois objectifs: créer une vision et des principes de développement durable dans les forêts du Canada; demander à chaque participant d'élaborer un plan d'action relatif à la contribution de ladite table au développement durable; faire des recommandations aux gouvernements et autres instances. Cette table ronde rassemble 25 participants qui représentent le milieu industriel, syndical, la National Aboriginal Forestry Association, la TRN et le Sierra Club. A ce jour, une entente a été conclue sur 26 principes et certains participants ont élaboré leur propre plan ou code de bonne pratique.

Table ronde sur le tourisme

L'Association de l'industrie touristique du Canada a accepté de jouer un rôle de chef de file avec la Table ronde nationale en établissant un dialogue sur le développement durable dans ce secteur et, avec les Tables rondes provinciales de l'I.P.-E. et de la Saskatchewan, elle a formé un Comité directeur pour inaugurer la première réunion des 21 intervenants, qui a eu lieu à Halifax au début de 1991 et qui rassemblait des groupes tels que les ministres provinciaux, l'Association canadienne des automobilistes, la Fédération canadienne de la nature, un représentant des groupes des Premières Nations, Héritage Canada et le Service canadien des parcs. Dans le cadre de la première phase, le groupe avait pour objectif d'ébaucher un ensemble de directives et de codes de bonne pratique en matière de développement durable qui pourraient être adoptés par tous les intervenants du Secteur du tourisme.

Dans un rapport préparé par Lou D'Amour, choisi pour coordonner ce Dialogue, ces Principes et Pratiques ont d'abord été appliqués à des secteurs particuliers de l'industrie du tourisme tels que: hébergement, services de restauration, organisateurs de voyages, associations des ministères du tourisme. Ces Codes et Directives de tourisme viable ont été acceptés avec enthousiasme lors de l'assemblée annuelle de l'Association de l'industrie touristique du Canada en février 1992.

Avec les Tables rondes provinciales de la Saskatchewan, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba et de l'Alberta, qui endossent cette initiative, des pourparlers sont maintenant en cours pour appliquer les Codes et Directives, ce qui constituera la deuxième phase de ce Dialogue. On espère que cette deuxième phase sera financée, en partie, par Les partenaires de l'environnement, sous les auspices du Plan vert, pour lequel une proposition est en cours de préparation.



Intégration du Développement durable aux programmes scolaires

Le développement durable touche toutes les disciplines et devrait être enseigné dans les écoles primaires et secondaires non pas comme une discipline séparée mais comme partie intégrante de la plupart des matières scolaires. Sur l'instigation de la Table ronde nationale, un Programme d'éducation en développement durable a été lancé pour créer des programmes à l'intention des éducateurs et des étudiants en pédagogie, et pour élaborer des directives visant à intégrer des notions et principes de développement durable dans les programmes scolaires. On a formé un conseil d'administration de 23 membres, procédé à une levée de fonds, et le programme a été associé au Conference Board du Canada à des fins de gestion et d'administration; de plus, on a engagé un directeur, défini l'orientation du programme, élaboré un plan d'action, et les consultations et la recherche sont déjà en cours.

Sensibiliser le grand public au développement durable

À l'issue d'un travail de collaboration, la Table ronde nationale, ParticipACTION et le ministère de l'Environnement ont proposé une stratégie de marketing social qui vise à inculquer le sens des responsabilités civiques pour pousser plus avant le développement durable. Cette proposition répond directement aux recommandations de la Commission Brundtland et du Groupe de travail national sur l'environnement et l'économie, ainsi que de la Stratégie mondiale de la conservation récemment révisée. Ils réclament de vastes débats et campagnes de sensibilisation, et la participation du grand public. Cette proposition recommande 20 initiatives différentes pour solliciter un engagement collectif et individuel et, en même temps, pour renforcer les programmes et initiatives qui existent déjà dans l'ensemble du Canada. ParticipACTION se chargerait de la mise en oeuvre. Le programme comprendrait des messages d'intérêt public, des émissions télévisées, du matériel d'enseignement et de motivation pour les dirigeants de la collectivité, des coalitions multilatérales et des événements faisant appel à la participation de la collectivité. Par la voie de ce Groupe de travail sur l'éducation, la TRN recherche la participation de ses collègues des autres tables rondes aux paliers provincial et territorial.

Consultation

Afin de mieux définir sa ligne d'action, le Groupe de travail sur l'éducation de la Table ronde nationale a procédé à une consultation en invitant les parties intéressées à présenter leur point de vue au cours d'audiences à Winnipeg et Ottawa. Vingt-six participants, qui étaient surtout des éducateurs et des écologistes, ont accepté l'invitation à se joindre aux représentants du Programme d'éducation en développement durable et du Conseil canadien des ministres, ainsi que ceux des tables rondes provinciales de Colombie-britannique, d'Alberta, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve. Leur avis fut extrêmement utile au Groupe de travail qui préparait alors son plan d'action.

Module didactique de développement durable de Shad Valley

Le programme de Shad Valley de l'Université de Colombie-britannique est un cours d'été en technologie et entrepreneuriat qui s'adresse aux élèves de deuxième cycle secondaire intéressés. La Table ronde nationale a intégré à ce programme un module de développement durable qui présente une analyse critique des pratiques scientifiques et technologiques. L'objectif est double: inciter les élèves à exercer un entrepreneuriat plus viable dans les secteurs de la science, de la technologie et du commerce; créer un modèle opérationnel d'enseignement du développement durable qui puisse servir à d'autres programmes éducatifs.



CRÉATION D'OUTILS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Il a été décidé de publier un livre sur les outils de développement durable qui constituera une introduction aux techniques de mise en oeuvre du développement durable. Ce livre portera essentiellement sur les quatre cibles relatives aux outils qui ont été fixées par les impératifs stratégiques de la Table ronde nationale: responsabilité, prise de décisions par consensus, instruments économiques et indices de développement durable. Pour élaborer sa réflexion et préparer le matériel nécessaire, la Table ronde nationale a pris les initiatives suivantes:

Prise de décisions par consensus

En guise de préparation, la Table ronde nationale a mené plusieurs ateliers de planification de projets et de formation. Elle a ensuite créé un Groupe de travail dont l'objectif premier consiste à promouvoir le développement durable au moyen de la prise de décisions par consensus (PDC) au Canada. A cette fin, le Groupe de travail rassemble toutes les Tables rondes du Canada pour élaborer collectivement un manuel pratique et concis qui énoncera les principes, critères et directives. La deuxième initiative du Groupe de travail consistera à préparer un livre plus substantiel qui décrira de façon plus détaillée les théories et applications pratiques. Le Groupe de travail rédigera également un chapitre sur la PDC qui fera partie du livre sur les outils de développement durable.

Instruments économiques

La Table ronde nationale est convaincue que des mesures d'incitation bien choisies favoriseront une activité économique qui soit non polluante, efficace, concurrentielle, tout en encourageant l'innovation et le développement des produits, en favorisant le développement durable et en améliorant la position concurrentielle du Canada en général. Dans la formulation de ses recommandations, elle insistera tout particulièrement sur l'air, l'eau et la terre.

Air

La TRN a amorcé un travail avec une coalition de partenaires des milieux industriel et gouvernemental ainsi que du mouvement écologiste. Elle se concentre sur les changements climatiques, les pluies acides, le smog urbain et l'ozone stratosphérique. Outre ses recommandations, la coalition produira un rapport destiné aux Canadiens.

Eau

La TRN a amorcé des pourparlers avec des partenaires éventuels en vue de former une coalition qui étudiera les questions suivantes: l'impact d'une méthode de calcul et de tarification de la consommation d'eau selon le coût global, le progrès technologique rentable et les créneaux commerciaux.

Terre

On a commencé à explorer les options possibles en insistant tout particulièrement sur le renouvellement urbain, sur l'agriculture viable, sur l'intégrité écologique des paysages ruraux et sur la diversité biologique. On dressera également un inventaire des problèmes et des instruments économiques qui pourraient être employés.

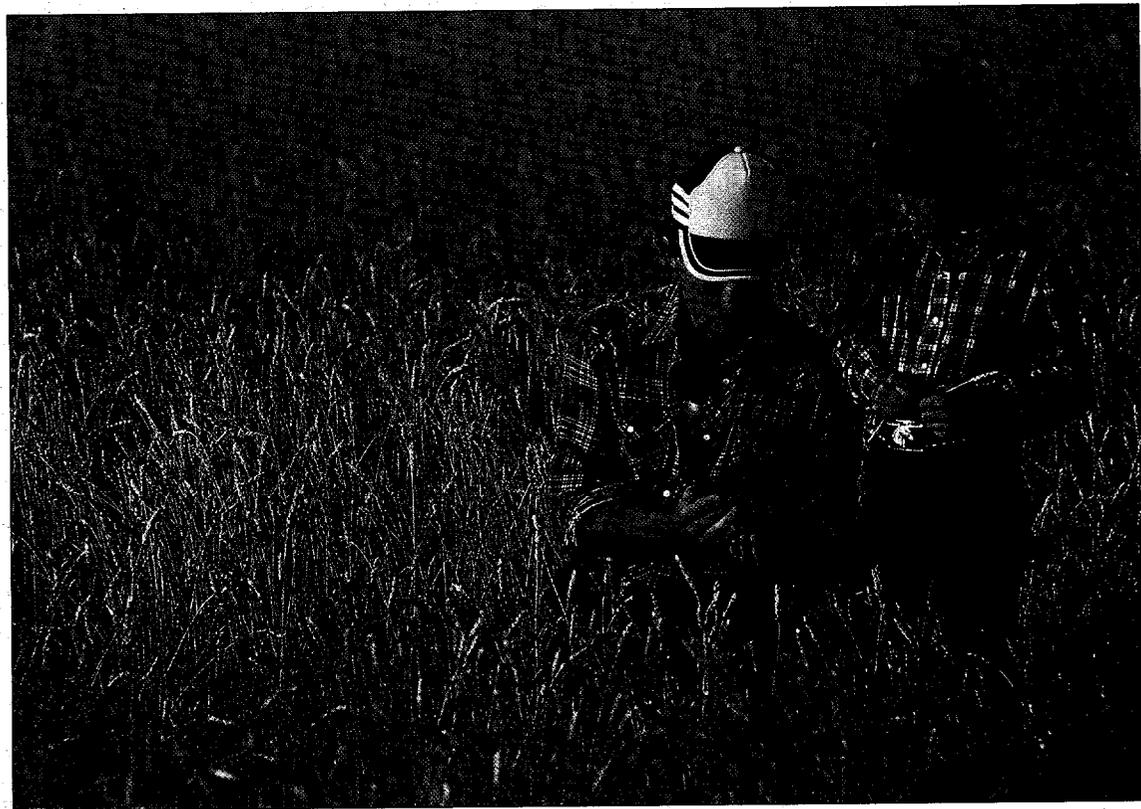
Indices de développement durable

L'objectif de la Table ronde nationale est de créer un cadre aussi propice que possible à l'intégration des indices sociaux, économiques et sanitaires afin de mesurer le progrès vers un développement durable. A cette fin, elle a commandé des documents retraçant l'historique de la question, organisé un atelier et publié un rapport analysant les indices de rendement concernant la production et la consommation d'énergie. La recherche se poursuit.

Responsabilité

La Table ronde nationale proposera des moyens de renouveler le cadre de prise de décisions dans le secteur public pour amener les décideurs à tenir davantage compte de l'impact de leurs décisions sur l'environnement.





“SI TOUS LES PEUPLES DU MONDE SONT CAPABLES,
ÉCONOMIQUEMENT, D'Y PARTICIPER, SI NOUS RÉUSSISSONS
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE,
CE POURRAIT ÊTRE L'OCCASION LA -PLUS EXTRAORDINAIRE
QUI AIT JAMAIS ÉTÉ OFFERTE À L'HUMANITÉ...”

PARTICIPATION A DES ÉTUDES ET RAPPORTS

Groupe de travail sur la protection des terres humides au Canada

En 1990, la Table ronde nationale et d'autres participants ont convoqué le Forum sur la protection des terres humides qui a produit un rapport souvent décrit comme un document de base complet sur la protection des terres humides. Plus de 6 000 exemplaires de ce rapport ont été distribués. Depuis, le Groupe de travail sur la protection des terres humides au Canada a supervisé la mise en application des 73 recommandations du rapport, révisé les mesures de protection des terres humides et donné des avis relatifs au rapport. Il prépare d'autres rapports qui contiendront des recommandations sur des mesures de suivi. Ce Groupe de travail rassemble la Table ronde nationale, la Fédération canadienne de l'agriculture, l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers, le Service canadien de la faune, l'Institut canadien des urbanistes, Canards illimités Canada et Habitat faunique Canada.

Groupe de travail sur la biodiversité

Un Groupe de travail sur la biodiversité a été créé et deux missions lui ont été confiées: 1) veiller à ce que, dans toutes les autres initiatives prises par la Table ronde nationale, les questions de biodiversité ne soient jamais laissées pour compte; 2) examiner le travail effectué par d'autres organismes, et l'inventaire d'informations qui existe déjà, pour déterminer si la Table ronde nationale a un rôle tout à fait particulier à jouer dans la défense de la cause de la biodiversité au Canada.

Rapport de gestion des déchets

Une étude sur les "Répercussions des politiques, programmes et législation fédérales sur les méthodes de gestion des déchets" a été entreprise, et présentée à Environnement Canada à des fins d'examen et d'application.

Rénovation rurale

La Table ronde nationale étudie les possibilités de rénovation écologique et économique des zones rurales du Canada ainsi que les obstacles qui s'y opposent. Cette initiative consiste à recueillir de l'information à partir de laquelle on pourra formuler des recommandations quant aux mesures à prendre. Selon la Table ronde nationale, il existe un potentiel hors du commun d'allier l'agriculture viable, des communautés viables, l'écologie du paysage et la biodiversité en une revitalisation progressive du Canada rural. Cette étude fut devancée en raison de l'urgence croissante d'une autre forme de développement dans les régions rurales, d'un sens aigu de l'intendance des ressources et du paysage chez les producteurs, des accords d'échanges internationaux en instance et du désir grandissant, de la part du secteur agro-alimentaire, d'être toujours plus concurrentiel.

Bureau du Vérificateur général du Canada: étude conjointe

Après que la Table ronde nationale eut amorcé des pourparlers officiels avec les représentants du Bureau du Vérificateur général du Canada, un directeur dudit Bureau fut détaché à la Table ronde nationale pour participer à la rédaction d'un document d'étude sur la responsabilité visant à exposer la situation du développement durable dans les services publics.

Développement durable et prospérité

En novembre, la Table ronde nationale et l'Institut de recherches politiques ont créé un Comité consultatif supérieur chargé de superviser la recherche sur les relations entre le développement durable, la compétitivité et le bien-être humain, ainsi que pour faire prendre davantage conscience à la population que le développement durable est un atout pour la compétitivité du Canada sur le marché international et pour la qualité de vie en général. Le haut lieu de cette initiative sera la tenue d'un symposium en automne 1992 sur le thème suivant: "Le développement durable: la clé de la compétitivité au XXI^e siècle". Plusieurs documents sont en cours de préparation:



Rapport sur le développement durable et sur le secteur des services financiers

Ce rapport présentera l'information dont ce secteur a besoin pour apporter son aide dans la gestion du risque. Il recommandera des directives de gestion visant à améliorer l'évaluation du risque.

Rapport sur la responsabilité du prêteur

L'incertitude actuelle dont la responsabilité potentielle des investisseurs et prêteurs fait l'objet rend difficile pour certains projets valables d'attirer les capitaux nécessaires. Ce rapport étudiera donc la responsabilité dans le contexte des lieux jugés dangereux et, par la voie d'un groupe de travail multilatéral, recommandera des mesures qui amélioreront le climat de l'investissement et de la concurrence.

Examen de la réglementation environnementale et de la compétitivité

Un groupe d'études rassemblant des membres aux intérêts divers a été formé pour examiner de récentes déclarations selon lesquelles la réglementation environnementale peut favoriser la concurrence. Ce groupe axe son étude sur l'industrie des pâtes et papiers dans une tentative de mieux comprendre le lien entre la protection environnementale et la compétitivité. Il mènera des études de cas dans ce secteur aux États-Unis, en Finlande, en Suède, au Japon et au Canada.

Document sur les instruments économiques

Ce document présentera les situations concurrentielles dans lesquelles des instruments économiques efficaces favoriseront le développement durable et l'efficacité.

Étude sur l'infrastructure, le développement durable et la prospérité

Cette étude a pour objectif premier de définir les problèmes clés et les tensions qui s'infiltrèrent dans la planification des infrastructures afin qu'on puisse tenter de les résoudre dans la recherche d'une société viable et prospère sur le plan économique.

Rapport sur les mesures d'incitation gouvernementales et le développement durable

Ce rapport mettra en relief les liens entre les mesures d'incitation gouvernementales et le développement durable. L'agriculture, souvent perçue comme un secteur où les mesures d'incitation entravent le progrès vers des méthodes économiques viables, sert d'étude de cas.

Rapport sur l'emploi, la formation et le développement durable

Ce rapport analysera les liens entre l'emploi, le développement durable, la compétitivité, ainsi que les questions que soulèvent ces liens.

Rapport sur les industries environnementales

Afin de mettre en relief les occasions offertes aux entreprises d'équipement d'épuration au point de rejet et de conception de nouveaux procédés et technologies de protection de l'environnement, ce rapport présente un survol des tendances qui se manifestent dans l'industrie environnementale canadienne. Ce document aborde également le rôle du Canada en tant que concurrent potentiel dans l'industrie environnementale en vue de souligner comment il peut atteindre ces objectifs.

Rapport sur le développement durable, le commerce et la compétitivité

Ce rapport examinera les répercussions sur la compétitivité du niveau moins élevé des normes environnementales dans d'autres pays. Les négociations de l'Accord de libre-échange en Amérique du Nord n'ont fait qu'aiguiser l'inquiétude que suscite cette question.

Examen de l'évaluation environnementale et de la compétitivité

La prolifération des processus d'évaluation environnementale au Canada fait actuellement l'objet d'une étude visant à définir les conséquences de ce phénomène sur la compétitivité internationale du Canada. Cette étude vise entre autres à définir les possibilités de rationalisation et d'harmonisation des diverses instances. Cet examen comprend également une étude de ces processus dans d'autres pays.



CRÉATION DE FORUMS D'APPRENTISSAGE

Ateliers pour les petites et moyennes entreprises

La Table ronde nationale et la Chambre de commerce du Canada ont entrepris de parrainer des ateliers de gestion environnementale pour les chefs de petites et moyennes entreprises. On a conçu du matériel didactique et pédagogique et quatre ateliers pilotes ont déjà eu lieu. Au cours de l'année à venir, cinq à dix ateliers seront offerts. L'existence d'environ 900 000 petites entreprises au Canada souligne l'importance de cette initiative.

Centre canadien de gestion

A l'invitation du Centre canadien de gestion, un représentant de la Table ronde nationale siège comme membre du comité consultatif du Centre qui est chargé des programmes de recyclage professionnel dans le domaine du développement durable. Le Centre est l'organisme fédéral chargé de la formation des chefs de service de la fonction publique jusqu'au niveau des sous-ministres.

Ministère de l'Industrie, de la Science et de la Technologie

A la demande du ministère de l'Industrie, de la Science et de la Technologie, la Table ronde nationale participe à la mise sur pied d'un programme de formation qui sensibilisera les 700 agents de commerce chargés de gestion environnementale. Un représentant de la TRN siègera également à titre de conseiller du comité directeur de protection environnementale du Ministère. Ce Comité offre des services de consultation pour la mise en application du protocole d'entente entre le ministère de l'Industrie, de la Science et de la Technologie et le ministère fédéral de l'Environnement.

Colloque sur le commerce, l'environnement et la compétitivité

En association avec Environnement Canada, le ministère de l'Industrie, de la Science et de la Technologie, et l'Institut international du développement durable, la Table ronde nationale a organisé un colloque sur "Le commerce, l'environnement et la compétitivité". Le débat était axé sur les liens entre le commerce et l'écologie et sur l'intégration des questions écologiques dans des associations régissant les échanges commerciaux telles que la Communauté européenne, l'OCDE, le GATT, ainsi que dans le libre-échange entre le Canada et les États-Unis et éventuellement le Mexique. Ce colloque a été l'occasion d'étudier l'influence sur l'attitude des producteurs de l'éveil écologique des consommateurs. Cet événement donnera lieu à la publication d'un livre qui fera également le point sur la situation.

Prix de développement durable à l'Expo-sciences nationale

La Fondation sciences jeunesse et la Table ronde nationale ont parrainé cinq prix représentant au total une valeur de 2 500\$ à l'occasion de l'Expo-sciences nationale. Ces prix ont été décernés aux auteurs des projets qui manifestent le plus grand souci pour le développement durable. Voici la liste des gagnants de l'an dernier:

1. **Sandy Geddes**
Booth Memorial Junior Secondary (C.-B.)
2. **Anthony Howe**
Sea View Junior Secondary (C.-B.)
3. **Laura Ralph**
James A. Magee Community School (Ont.)
4. **Erika Manders**
North Island Secondary School (C.-B.)
5. **Mark Kirchof**
Barrie Central Collegiate (Ont.)

Association canadienne des secrétariats des tables rondes (ACSTR)

L'ACSTR est un regroupement des secrétariats de tables rondes où sont représentées les tables rondes nationales, provinciales et territoriales. L'ACSTR se réunit officiellement une fois par an pour discuter de l'évolution du développement durable. En 1991, la réunion de l'ACSTR a eu lieu en novembre, à Vancouver (Colombie-Britannique). Les séances comprenaient des ateliers sur les Instruments économiques et le Développement durables. Il y eut aussi une séance spéciale sur la CNUED à l'issue de laquelle fut rédigé un communiqué collectif qui fut transmis au Premier ministre.

D'autres réunions on eu lieu tout au long de l'année pour permettre aux Tables rondes de se tenir au courant de leurs travaux respectifs.





“...UN PROGRAMME D'ÉDUCATION EN DÉVELOPPEMENT DURABLE A ÉTÉ
LANCÉ POUR CRÉER DES PROGRAMMES À L'INTENTION DES ÉDUCATEURS ET
DES ÉTUDIANTS EN PÉDAGOGIE, ET POUR ÉLABORER DES DIRECTIVES
VISANT À INTÉGRER DES NOTIONS ET PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES.”

PUBLICATION DE LIVRES, DE GUIDES, DE BULLETINS ET DE VIDÉOS

Série "Développement durable"

Le Service des communications de la TRN a publié 10 000 coffrets de cinq manuels sur le développement durable et les a distribués à un public ciblé. Chacun de ces coffrets comprenait:

The National Waste Reduction Handbook - (Guide national de réduction des déchets): analyse des nouvelles méthodes de gestion des déchets pour les municipalités canadiennes. Cette publication a été commanditée par la Fédération canadienne des municipalités et Browning-Ferris Industries Ltée.

Discussions on Decision Making Practices for Sustainable Development - (Examen des modes de prise de décisions en matière de développement durable): guide pratique sur la façon d'aborder les décisions environnementales difficiles que doivent prendre les entreprises, syndicats, gouvernements, organismes non gouvernementaux et organismes professionnels. Cette publication a été commanditée par Procter & Gamble Inc. et comprend des textes présentés par la Table ronde du Manitoba et la Table ronde de Colombie-britannique.

Sustainable Development: A Manager's Handbook (Développement durable: manuel du gestionnaire): manuel visant à aider les gestionnaires à évaluer la performance de leurs organismes quant au développement durable, et à les aider à entreprendre une vérification environnementale "maison". Cette publication a été commanditée par la Banque royale du Canada.

On the Road to Brazil: The Earth Summit (En route vers le Brésil: le Sommet de la Terre):-

publication se proposant d'aider les Canadiens à comprendre les questions présentées à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro. Série d'essais sur le Sommet qui ont été rédigés par l'Association canadienne pour les Nations unies, assortis d'une version révisée de deux rapports de recherche que la TRN avait commandés pour éclairer la formulation de ses recommandations au Premier ministre.

Preserving Our World: A Consumer's Guide to the Brundtland Report (Protégeons notre planète: Guide d'interprétation du rapport Brundtland à l'intention du consommateur): publication ayant pour but d'aider les Canadiens à comprendre ce que signifie le développement durable. Réédition du manuel de Warne Troyer paru en 1990 et qui faisait partie du coffret publié sous le parrainage de Hôtels et villégiatures Canadien Pacifique.

Guide destiné aux autorités locales et municipales

En association avec l'auteur Mark Roseland, la Table ronde nationale a amorcé la préparation de "Toward Sustainable Communities: A Resource Book for Municipal and Local Governments" (Vers des municipalités viables: guide des autorités locales et municipales), qui sera publié et distribué dans l'ensemble du Canada. Cet ouvrage portera surtout sur les outils nécessaires pour tenter de régler des problèmes tels que les changements atmosphériques, la qualité de l'air, la création de villes vertes, les politiques d'approvisionnement, et l'animation sociale. Ce sera une publication plus complète que tous les manuels déjà publiés.

Le commerce, l'environnement et la compétitivité: maintenir la prospérité du Canada

Cet ouvrage, publié sous la direction de John Kirton et Sara Richardson, offre un aperçu très à propos des questions et perspectives entrant en jeu dans les négociations des accords d'échanges commerciaux qui respectent les préceptes du développement durable. Ce livre, dont la publication est prévue pour l'automne, s'inspire de la version révisée de 21 communications faites au colloque de Toronto sur "Le commerce, la compétitivité et l'environnement" (le 4 novembre 1991) organisé par le Comité de politique étrangère de la Table ronde nationale. Ce colloque rassemblait les principaux intervenants du Canada et du monde entier issus du milieu gouvernemental, environnemental, universitaire et du monde des affaires. Ils ont pu y échanger leurs points de vue sur les liens multiples que unissent le commerce et l'environnement.



Livre sur le développement durable à l'intention de la main-d'oeuvre

Avec le Congrès du travail du Canada, la Table ronde nationale a parrainé la publication d'un livre, dont elle est en train d'achever la rédaction, qui vise à aider les travailleurs à mieux comprendre les questions ayant trait au développement durable, tout particulièrement en ce qui concerne leur lieu de travail.

Trousse didactique: modèle de table ronde pour les jeunes

La Table ronde nationale a publié une trousse qui montre aux jeunes comment simuler une table ronde en choisissant un problème écologique local et en jouant le rôle des parties intéressées telles que chefs d'entreprises, responsables syndicaux, écologistes, représentants du gouvernement et responsables de comités de citoyens. Cette trousse sera également utile aux enseignants, tout comme aux jeunes qui se réunissent dans des clubs ou en groupes non officiels, et elle permettra aux participants d'acquérir des compétences de communication et de négociation qui ne font pas nécessairement l'objet d'un apprentissage dans le cadre scolaire (ex.: débat, prise de décisions par consensus, résolution de différends).

Guide d'action jeunesse pour le développement durable

Afin de présenter aux jeunes un aperçu simple et accessible des problèmes mondiaux et de leur interdépendance, la Table ronde nationale prépare actuellement la publication d'un "Youth Action Guide for Sustainable Development" (Guide d'action jeunesse pour le développement durable). Ce guide traitera de ces questions et proposera des orientations et solutions visant à réaliser un développement durable. Il présentera également divers points de vue des jeunes du monde entier, et constituera un suivi de la Global Seminar Series et de la World Theme Conference de l'AIIESEC (Association internationale des étudiants en sciences, économiques et commerciales).

Bulletin trimestriel

La Revue de la Table ronde nationale, bulletin national dont le numéro du printemps dernier contient 28 pages, est une publication trimestrielle qui est distribuée gratuitement à plus de 12 000 entreprises, groupes de protection de l'environnement, établissements d'enseignement supérieur, organismes gouvernementaux, municipalités, médias, tables rondes provinciales et municipales, et particuliers. Elle a pour but d'offrir à un public national des nouvelles et des analyses ayant trait au développement durable.

Vidéo musical

Dans le cadre de ses efforts constants de sensibiliser la jeunesse canadienne au développement durable, la Table ronde nationale prépare pour l'automne 1992 un vidéo musical mettant en vedette le gagnant du Juno Award, les Infidels parmi d'autres invités spéciaux, qui exécutent de la musique avec paroles commandée spécialement par la TRN pour illustrer les problèmes écologiques urgents.

Disquette animée et interactive pour ordinateur

Pour mieux expliquer le processus de la table ronde, la Table ronde nationale a produit une disquette qui fait appel à la technique du dessin animé, du texte et d'éléments interactifs et qui permet au "spectateur" de choisir ce qu'il veut voir et les questions dont il veut connaître la réponse.

Messages d'intérêt public

Tout au long de l'année, quatre messages de 30 secondes chacun sur le développement durable ont été diffusés en anglais et en français sur les ondes de Radio-Québec, de CFCF 12 Montréal, de TVA Rivière-du-Loup, de NTV Newfoundland, et STV à Regina et Saskatoon.



LE DIALOGUE SUR LES FORÊTS:

“Personne ne croyait que nous irions si loins”

La foresterie est la plus grande industrie du Canada mais c'est aussi son plus grand champ de bataille. Donc, lorsque John Houghton a commencé à appeler les intervenants pour les inviter à participer à une Table ronde sur les forêts et sur le développement durable, ils étaient sur leur garde. Ils allaient faire un essai -- sapsitil les relations entre cette industrie et les écologistes étaient dans une telle impasse qu'ils auraient essayé presque n'importe quoi! -- mais rares étaient ceux qui y croyaient vraiment.

L'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers accepta de déléguer un représentant. D'autres organismes firent de même: le Sierra Club of Canada, le Syndicat canadien des travailleurs du papier et l'IWA Canada. Les associations de l'industrie forestière, la Fédération canadienne de la faune, la National Aboriginal Forestry Association, le Groupe de travail des églises

sur les responsabilités des sociétés, l'Association forestière canadienne, l'Institut de la fourrure du Canada, Habitat faunique Canada et la Société pour la protection des parcs et des sites naturels du Canada, ainsi que diverses autres groupes de protection de l'environnement, entreprises et associations. Au total, 25 d'entre eux répondirent à cet appel, et trouver l'unanimité parmi eux représentait un défi difficile à imaginer.

Cependant, au bout d'un an et de six réunions, la Table ronde sur les forêts a déjà accepté vingt-six "Principes de développement durable", les participants sont en train de mettre la touche finale à des plans d'action individuels visant à appliquer ces principes, et une septième réunion est prévue pour discuter des méthodes de récolte et de déboisement. Et, chose la plus importante, règne désormais un remarquable esprit de corps au sein de cette Table ronde.

"Je suis très fier de tout cela", dit Houghton, et ce sentiment semble partagé par un grand nombre.

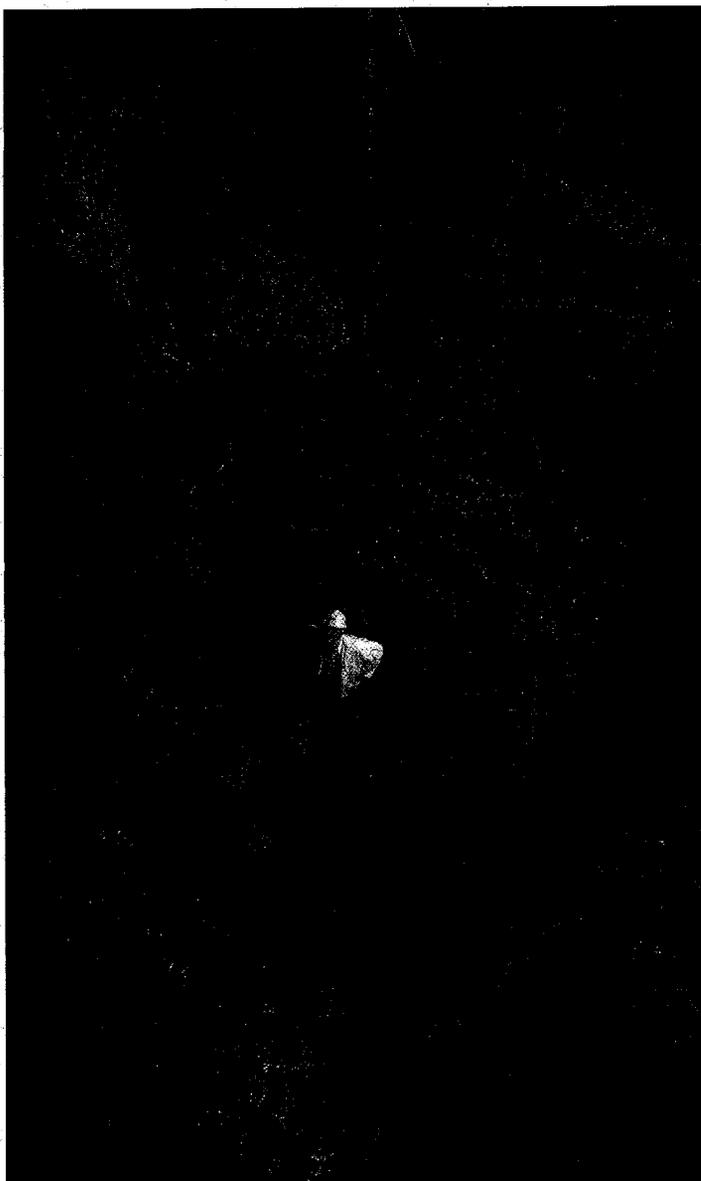
Houghton est président du conseil de Québec and Ontario Paper Company Ltd., ancien président de l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers, et membre de la Table ronde nationale.

Il est un exemple vivant de ce que la Table ronde nationale tente de réaliser en cherchant à surmonter les obstacles institutionnels qui entravent le développement durable, comme il fut le premier à le reconnaître au cours d'un entretien dans son bureau de Sainte-Catherine.

Il a changé, avoue-t-il, tant sur le plan professionnel que personnel.

Comme bien des dirigeants de l'industrie forestière, Houghton s'est frayé un chemin dans les villages qui étaient le siège des entreprises où, dit-il, les défis communautaires à relever mettaient rarement ses convictions à l'épreuve. Si vous considérez une grande société de pâtes et papiers -- la cinquième au Canada -- comme une institution au sein d'un microcosme, vous voyez très bien comment, d'une manière au moins, les institutions peuvent résister aux influences extérieures. Les gens qui ont suivi





la même voie qu'il pourraient écartés de la ligne de feu de l'opinion publique et finir par réagir instinctivement à la critique qui accusait les critiques de l'extérieur d'être mal informés. "Ils ne comprennent rien", telle était la réaction courante, ajoute Houghton.

De même, poursuit-il, les écologistes se rendent rarement compte du malaise -- et c'est là un euphémisme -- que l'on

ressent lorsqu'on siège à la table de la salle du conseil pour essayer de justifier la dépense supplémentaire qu'entraîne le détournement d'un chemin d'exploitation afin d'éviter une zone sensible, pendant que le directeur général, qui a pour fonction première de veiller à ce que la société demeure solvable et concurrentielle, se débat féroce pour atteindre le meilleur rendement possible dans la gestion de l'entreprise.

"Quand je suis entré à la Table ronde nationale il y a un an et demi, j'ai découvert une échelle de valeurs entièrement nouvelle", dit Houghton. "Que cela me plût ou non, je devais reconnaître qu'elles étaient réelles." Et, après un an à la Table ronde sur les forêts, "ma vision des forêts canadiennes n'est plus la même."

Il constate également que les participants de la Table ronde qui sont issus d'un milieu autre que celui des affaires "commencent à accepter qu'il y a un aspect économique" des forêts canadiennes qui est d'une importance cruciale pour le pays et qu'il est extrêmement difficile de bien doser face à la concurrence internationale.

"Je suis sûr que cela est vrai", dit Elizabeth May, représentante nationale du Sierra Club of Canada, qui est aussi la personne

à qui l'on attribue le mérite d'avoir presque à elle seule mis fin à la pulvérisation de pesticides en Nouvelle-Écosse. "Nous étions conscients de l'aspect économique avant, dit-elle, mais l'interaction soutenue avec les représentants de l'industrie nous a aidés à élargir notre perception de la complexité des rouages économiques."

"Autrefois, dit Houghton, nous regardions des arbres et la seule idée que nous avions en tête

était comment les amener de la forêt jusqu'à la scierie le plus efficacement possible." Maintenant, il dit que nous nous soucions beaucoup plus que jamais de protéger la terre végétale et les diverses espèces qui poussent dans une région, de prévenir le ruissellement et l'érosion, d'assurer la régénération, de conserver la faune et de tenir compte des aspects esthétiques et récréatifs.

Il qualifie ces éléments de "valeurs" et, à l'écouter parler, on se rend compte que ce sont plus que des considérations professionnelles. Ces valeurs occupent

**"...NOUS NOUS SOUCIONS
BEAUCOUP PLUS QUE JAMAIS DE
PROTÉGER LA TERRE VÉGÉTALE ET
LES DIVERSES ESPÈCES QUI
POUSSENT DANS UNE RÉGION...."**

une place de plus en plus primordiale dans sa vie personnelle, "d'une part, dit-il, parce que j'ai appris beaucoup et, d'autre part, parce que j'ai découvert que ces valeurs ont plus d'importance que je voulais bien leur en accorder auparavant."

Houghton n'a demandé qu'une chose aux gens qu'il a invités à faire partie de la Table ronde sur les forêts. Il fallait qu'ils reconnaissent l'existence d'un lien





pendant une heure, en plein milieu de la forêt, et s'en tint tout simplement à ce sujet mais, à la fin de cette discussion, on vit les deux parties à bouger un peu. C'est alors que j'ai décidé de rester avec le groupe."

"Je crois que ce fut la réunion qui souda le groupe", dit Houghton.

Si Hinton a cimenté les liens, la consolidation se fit à la réunion suivante, qui eut lieu dans la vieille forêt surplombant la vallée de Carmanah sur la côte ouest de l'île de Vancouver. Tout le monde était très ému, dit Houghton. Le respect mutuel était né, de même que la crédibilité individuelle. Carmanah fut la source d'inspiration. Les gens se sentirent engagés à réussir, et ils y sont parvenus.

A la fin de leur sixième réunion à Timmins, en Ontario, ils avaient déjà leurs vingt-six principes. "Ils ont découvert qu'ils pouvaient s'entendre sur 75 à 80 pour 100 des points sur lesquels ils croyaient ne jamais pouvoir s'entendre", ajouta Houghton. "Quant au reste, soit 25 pour 100, il se peut qu'ils ne trouvent jamais un terrain d'entente. Mais le fait qu'ils aient pu s'entendre aussi facilement sur autant de points leur a fait prendre conscience que, le moment venu de prendre une décision, ils avaient pris une position commune à leur insu."

"Ce fut une expérience créatrice de liens", selon May, "et nous avons abouti à une bonne série de principes. Personne ne croyait

entre l'économie et l'environnement.

L'une des premières choses que le groupe a faites fut de former un comité directeur, et l'une des premières choses qu'a fait le comité fut d'inviter le professeur Hamish Kimmins, du département d'écologie forestière de l'Université de Colombie-britannique, et de lui confier le rôle de modérateur dans les réunions.

La première réunion eut lieu en juin 1991 et son grand exploit, selon Houghton, fut de "ne pas voler en éclats". Au lieu d'attaquer d'emblée les

problèmes épineux tels que le déboisement intégral, l'emploi de pesticides et la biodiversité,

**“TOUT LE MONDE A LAISSÉ
TOMBER SES GANTS. CHACUN
PARLAIT À SON TOUR, ET
CHACUN ÉCOUTAIT À SON TOUR.
PERSONNE NE BOUGEA
PENDANT UNE HEURE....”**

les participants ont décidé d'essayer de définir une série de principes pour orienter leur ligne d'action.

Ce fut lors de la troisième réunion à Hinton, en Alberta, à une trentaine de kilomètres de l'entrée du parc national Jasper, que le déclic s'est produit dans le groupe. Nous étions dans la forêt, dit Joe O'Neill, vice-président des terrains boisés de la compagnie Miramichi Pulp and Paper, et "la discussion aboutit à une bataille à tous crins sur les herbicides -- probablement le meilleur échange de points de vue sur le sujet auquel j'ai jamais assisté. Tout le monde a laissé tomber ses gants. Chacun parlait à son tour, et chacun écoutait à son tour. Personne ne bougea



que nous irions si loin. Ce fut l'une de mes plus belles expériences de groupes multilatéraux."

Claire Dansereau, planificatrice des forêts et de l'environnement pour l'IWA, fait le même bilan. "Nous avons commencé par aborder le sujet de façon très générale et nous sommes

avions quelque chose à enseigner. Je crois que nous savons désormais que nous avons quelque chose à apprendre. La plupart des gens se sont aperçus qu'il faut apprendre à écouter mais, maintenant, nous devons apprendre à apprendre aussi. Nous ne pouvons tout simplement pas espérer changer la mentalité des autres, mais

nous devons laisser le processus dans lequel nous sommes enclenchés changer notre propre mentalité."

Mais Timmins ne marqua pas l'étape finale. La question qui se posait à chacun était: "Et après?"

Quelqu'un proposa que l'on compile les

recommandations et l'un des participants demanda à un membre du secrétariat de la Table ronde nationale qui apportait son aide à la Table ronde sur les forêts de faire un commentaire.

"A vous d'agir, dit-il. Peu importe à qui vous formulez vos recommandations, c'est vous qui devrez les mettre en oeuvre. Vous êtes l'âme de cette entreprise."

Outre la formulation des recommandations, les membres décidèrent de tenir une septième réunion en automne 1992 à Miramichi, au Nouveau-

Brunswick, pour y discuter d'une question cruciale, le déboisement intégral. Ce sera alors, comme Houghton se plaît à dire, la minute de vérité. Il ne s'agira pas, dit-il, de décider si le déboisement intégral est bien ou mal, mais de définir un processus selon lequel on pourra prendre des décisions quant à la façon de déboiser un endroit. "Dans certains cas, le déboisement intégral conviendra, dans d'autres, non. Comment évaluez-vous les choses, en tenant compte des aspects esthétiques et des autres valeurs dont j'ai parlé, pour être sûr de prendre la bonne décision?"

Il ne se prononcera pas sur les chances de réussite, mais il dira que, jusqu'à présent, le processus "renforce ma conviction que, si vous vous entourez de gens honnêtes et dévoués, vous pouvez réaliser des choses."

Quant à la Table ronde sur les forêts, "il y a peut-être d'autres façons de trouver un terrain d'entente. Mais ce moyen s'avère bon sans aucun doute. Vous pouvez trouver un consensus. C'est un compromis, mais il est cent fois meilleur que la situation d'où nous sommes partis. Et pour une entreprise, cette solution est beaucoup plus efficace qu'un climat de confrontation."

"...NOUS SAVONS DÉSORMAIS QUE NOUS AVIONS QUELQUE CHOSE À APPRENDRE.

LA PLUPART DES GENS SE SONT APERÇUS QU'IL FAUT APPRENDRE À ÉCOUTER MAIS, MAINTENANT, NOUS DEVONS APPRENDRE À APPRENDRE AUSSI."

maintenant très spécifiques et fermes, et c'est le résultat de la confiance qui s'est établie dans la salle. Je me suis longtemps demandé pourquoi cette confiance existait, et c'est une confiance réelle, ce n'est pas un masque qui ne tient que le temps de la rencontre. Je crois que, dans cette situation, la confiance est née du fait que nous devons avoir un Plan d'action. Les plans d'action ont permis d'axer le processus qui s'est ainsi amorcé beaucoup plus rapidement.

"Chacun d'entre nous était venu à la table en se disant que nous

MEMBRES DE LA TABLE RONDE SUR LES FORÊTS

Modérateur, Hamish Kimmins

Fédération canadienne des associations de forestiers professionnels*, Chris Lee

Fédération canadienne des propriétaires de boisés, Peter DeMarsh

Association forestière canadienne, Glen Blouin

Fédération canadienne de la nature, Paul Griss

Syndicat canadien des travailleurs du papier, Keith Newman

Société pour la protection des parcs et des sites naturels du Canada, Diana Keith

Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers*, David Barron

Association canadienne de sylviculture, Dirk Brinkman

Fédération canadienne de la faune, Gary Blundell

Service canadien de la faune, Gerry Lee

Conseil des industries forestières de Colombie-britannique, Tony Shebbeare

Comité du Caucus sur les forêts - Réseau canadien de l'environnement, Lois Corbett

Direction générale des industries forestières, Bruce Gourlay

Forêts Canada*, Tom Lee

Institut de la fourrure du Canada, Gerry Wilde

IWA Canada*, Claire Dansereau

Miramichi Pulp and Paper Inc., Joe O'Neill

National Aboriginal Forestry Association, Harry Bombay

Ontario Forest Industries Association, Marie Rauter

Sierra Club of Canada, Elizabeth May

Groupe de travail des églises sur les responsabilités des sociétés, Peter Chapman

Écoles de foresterie universitaires, Rod Carrow

Weldwood of Canada Ltée, Don Laishley

Habitat faunique Canada*, David Neave

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie*, John Houghton

Secrétariat de la TRNEE, Steve Thompson

Un Comité directeur (*) a été formé en regroupant les dirigeants des groupes multilatéraux susmentionnés, et la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.



PARTICIPANTS

De nombreux bénévoles ont participé à nos travaux

Le président et les membres de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie désirent remercier de leur participation bénévole les particuliers et organismes suivants, car la Table ronde nationale a grandement bénéficié de leur temps et de leurs compétences:

Toutes les tables rondes provinciales et territoriales
Gouvernements provinciaux et territoriaux
Alberta Environmental Centre
Tourisme Alberta
Agence de promotion économique du Canada atlantique
Banff Centre for Management
Ministère du développement, du commerce et du tourisme de Colombie-britannique
Browning Ferris Industries Ltée
Canada Trust
Association des banquiers canadiens
Centre canadien de gestion
Chambre de commerce du Canada
Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)
Canadiens pour l'avancement de l'écologie
Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration
Canadian Energy Research Institute
Colton • Temple Design
Réseau canadien de l'environnement
Fédération canadienne de l'agriculture
Institut canadien des urbanistes
Congrès canadien du travail
École nationale d'administration publique (ENAP)
Fédération canadienne de la nature
Association pétrolière du Canada (CPA)
Institut canadien des produits pétroliers
Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers
Service canadien de la faune
Centre d'études internationales de l'Université de Toronto
Council for Local Environmental Initiatives
Canadian Pacific Hotels and Resorts
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources
Ministère de l'Industrie, de la Science et de la Technologie
Canards illimités Canada
Enquête énergétique
Environnement Canada
Commission des évaluations environnementales
Centre de ressources environnementales d'Ontario Hydro
Ernst & Young
Esso (Gordon Lambert)
Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales
Ministère des Finances Canada
Ford du Canada Limitée
Forintek Canada Corp.
Amis de la Terre (CANNET)
Global Economic Ltée
Gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador, ministère du Développement
Gouvernement des T.N.O., Développement économique et Tourisme
Haldor-Topsoe
Fondation Harmonie du Canada
Harold Corrigan, C.A.
Université Harvard
Héritage Canada

Hospitality Newfoundland and Labrador
Husky Oil Operations Limited
Centre canadien de recherche pour le développement international
Institut international du développement durable
Imperial Oil
Infometrica Ltée
Inco limitée
Direction générale des eaux intérieures - Environnement Canada
Institut international de recherche politique
Institut international de la paix par la voie du tourisme
Jane Hawkrigg Enterprises Ltd.
Lafond Enterprises Ltd.
Lever Brothers
Les Associations Touristiques Régionales Associées du Québec
Lowe-Martin Company Inc.
MacNeil & Associates
Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Manitoba
McCarthy, Tetiault
Université McGill
Université McMaster
National Economic Research Associates
Ministère du Tourisme, des Loisirs et du Patrimoine du Nouveau-Brunswick
North South Institute
Northern Telecom Limitée
Ministère de l'Environnement de Nouvelle-Écosse
Ministère du Tourisme et de la Culture de Nouvelle-Écosse
Bureau du Vérificateur général du Canada
Commission de l'énergie de l'Ontario/Caucus sur l'environnement
Ministère du Tourisme et des Loisirs de l'Ontario
Ministère du Tourisme et des Parcs de l'I.-P.-E
Pembina Institute
Perkins Moore
Petro-Canada
Pollution Probe
Proctor and Gamble inc.
Quebec & Ontario Paper Company Ltd.
Banque royale du Canada
Sobeco Inc.
Rapport sur l'état de l'environnement au Canada
SUE Réporting
Saskatchewan Economic Diversification and Trade
Shell Canada Limitée
Toronto Waterfront Trust
Tourisme Canada - Ministère de l'Industrie, de la Science et de la Technologie
Tourism Industry Association of Alberta
Association de l'industrie touristique du Canada
Tourism Industry Association of PEI
Tourism Industry Association of Saskatchewan
Tourisme Ontario
TransAlta Utilities Corporation
Association canadienne pour les Nations unies (UNAC)
Université de Colombie-britannique, faculté de droit
Université de Washington (Gerry Cormick)
Université de Waterloo, Sustainable Society Project
VHB Research & Consulting Inc.
Programme de diversification de l'économie de l'Ouest
Western Environmental & Social Trends (WEST)
Habitat faunique Canada
Working with Canadian Youth
Fonds mondial pour la nature (Canada)
York International, Université York
Yukon Tourism

PERSONNES-RESSOURCES DE LA TRN

Brian Kohler,
Health, Safety and Industrial Relations Training Fund

Dr. Eva Rosinger,
Canadian Council of Ministers of the Environment (CCME)

Toby Price, *Environment Canada*

Len Good, *Environment Canada*

Bob Sopuck,
Manitoba Round Table on the Environment and the Economy

Charles Hayles, *Pat Delbridge Associates Inc.*

Barry Bowater, *Energy, Mines and Resources*

Peter Fisher, *Energy, Mines and Resources*

Kathleen Pomeroy, *Pomeroy & Neil Consulting Inc.*

Paul Griss, *Canadian Nature Federation*

Mike Robinson, *University of Calgary*

François Bregha,
The Rawson Academy of Aquatic Sciences

Annick Boisset, *McGill University*

André Beaulieu, *McGill University*

Dr. John G. Drake, *McMaster University*

Brian Kelly, *Northern Telecom Inc.*

George Lafond

Sharon Andrews, *Finance Canada*

Ron Edwards, *Finance Canada*

John E. Cox, *John E. Cox Associates*

Cameron Smith

Mark Wedge, *Yukon Indian Development Corporation*

Jim Ramsay, *Industry, Science and Technology*

Michael Jenkins, *Industry, Science and Technology*

Dr. John S. MacDonald, *MacDonald & Dettwiler*

John Kirton, *Trinity University*

André Saumier, *Saumier Frères Conseil*

Tim Egan

W.C. (Charlie) Ferguson, *Inco Limited*

D'Arcy Delamere, *Royal Bank of Canada*

Jeff Gibbs, *Environmental Youth Alliance*

Bob Westbury, *TransAlta Utilities*

Norman Lockington, *Dofasco Inc.*

Fraser Wilson, *Ernst and Young Consulting*

Jane Hawkrigg, *Jane Hawkrigg Enterprises Ltd.*

David Baker, *Privy Council Office*

Étudiants pour l'été et employés temporaires

Dominica Babicki
Carla Doucet
Katherine Beavis
Chad Nelson
Edwin Smith
Allison Webb
Desiree McGraw

SOUS-COMITÉ PERMANENT DE L'ÉDUCATION

TRNEE

Josefina Gonzalez, *membre*
 Leone Pippard, *membre*
 Ann Dale, *secrétariat*
 Cameron Smith, *personne-ressource/TRNEE*

Tables rondes provinciales

J. Sherrold Moore, *Alberta*
 Darlene Collins, *Colombie-britannique*
 Bill Elliott, *Manitoba*
 Rick Findlay, *Ontario*
 Jennie Hillard, *Manitoba*
 Louis Lapiere, *Nouveau-Brunswick*
 Dorothy Inglis, *Terre-Neuve et Labrador*

Participants

Conseil des ministres de l'Éducation du Canada
 Association canadienne pour les Nations unies
 Association des collèges communautaires du Canada
 Fondation Harmonie du Canada
 Comité MAB/Canada de l'UNESCO
 Fédération canadienne des associations foyer-école et parents-maîtres
 Service canadien des parcs - Prairies et régions nordiques
 Programme Éco-recherche - CRSH
 Pembina Institute for Appropriate Development
 Friends of Environmental Education Society of Alberta
 Programme de Transformation du Globe - Société royale du Canada
 School of Community and Regional Planning
 Université de Colombie-britannique
 Fondation Richard Ivey
 Thompson, Dorfman and Sweatman
 Fédération canadienne des enseignantes et enseignants
 Conference Board du Canada
 Association des universités et collèges du Canada
 Université du Manitoba
 Banff Centre for Management
 Mr. Gordon Hamison
 Congrès international d'éducation et de communication en environnement et développement
 Environmental Outdoor Education Team
 Conseil scolaire de Calgary
 Centre canadien de gestion
 Synergistics Consulting Ltd.
 Intergroup
 YM-YWCA
 Dr. David Suzuki
 Common Heritage Program

INSTRUMENTS ÉCONOMIQUES

Participants

Ontario Tax Commission
 Husky Oil
 E.B. Eddy Forest Products Ltd.
 Industrie, Science et Technologie
 Pat Delbridge Associates Inc.
 Shell Canada Limitée
 Ron Edwards (Politique énergétique et de l'environnement)
 TransAlta Utilities Corporation
 General Motors du Canada Limitée
 Amis de la Terre
 Mike Kelly (Impacts socio-économiques)
 Sue Kirby (Groupe de travail sur les changements climatiques)
 George Kowalski (Direction des normes - gouvernement du Canada)
 George Kupfer
 Esso Resources Canada Ltée
 Pembina Institute
 Enquête énergétique
 Imperial Oil
 Ministère de l'Environnement de Colombie-britannique
 LaFarge Canada Inc.
 Petro-Canada
 Environmental Resource Centre
 Energy Mines and Resources

CONFÉRENCIERS DU COLLOQUE "LE COMMERCE, L'ENVIRONNEMENT ET LA COMPÉTITIVITÉ"

Orateurs

Dr. John MacDonald
 Dr. George Connell
 Dr. Arthur Hanson
 Jim MacNeill
 Thomas d'Aquino
 David Estrin
 Adam Zimmerman
 Rosemarie Kuptana
 Michelle Swenarchuk
 Harry Rogers
 Dr. Len Good
 Hon. Frank Oberle
 Joseph Greenwald
 Dr. Gustavo Vega-Canovas
 Reg Basken
 Dr. Uri Scherbak
 Dr. Murray Smith
 Dr. Juanjai Ajanant
 Prof. Makitaro Hotta
 Alan Dean
 Candice Stevens
 Dr. Piritta Sorsa
 Peter Manson
 Dr. Nurul Islam

PARTICIPANTS INDIVIDUELS

Peter Jacobs
 Yvon Charbonneau
 Michel Desbiens
 Keith Newman
 Michel Provost
 Jean Pasquero
 William Prickett

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ronald L. Doering

ASSISTANTE PRINCIPAL

Denise Murphy

DIRECTRICE DE L'EXPLOITATION

Ann Dale

SECRÉTAIRE PRINCIPALE

Hélène Massie

**CONSEILLER EN COMMUNICATIONS/
CONSEILLER POLITIQUE**

Dan Donovan

CHEF, SERVICES GÉNÉRAUX

Sam McLean

DIRECTRICE DU BUREAU

Cathy Héroux

PRINCIPAL ASSOCIÉ

Steve Thompson

CONSEILLERS POLITIQUES

Philippe Clément
 Anne Fouillard
 Mike Kelly
 Peter McGrath

AGENT DE FINANCE

Pierrette Guitard

ASSISTANTS EN COMMUNICATIONS

Patti Bacon
 David Baslaw

SECRÉTAIRES DES COMITÉS

Patricia Larkin
 Liza Campbell

GESTION DES DOSSIERS

Mae Clifford

SECRÉTAIRES

Julie Martinat
 Louise Coulombe
 Sara Shadforth

• Nous tenons à remercier tout particulièrement David L. Johnston, qui fut président de la TRN depuis sa création jusqu'en-1991 et qui en est demeuré membre jusqu'en 1992, ainsi que Dorothy Richardson, directrice générale de la TRN depuis sa création jusqu'à juillet 1991.

• Nous remercions également John Leefe, Roy Aitken, Guy Bertrand, Hélène Connor-Lajambe et Lise Ouellette qui ont, au cours de l'année, quitté la TRN dont ils étaient membres.

*Pour tout renseignement supplémentaire sur
la Table ronde nationale:*

*Tél. (613)992-7189
Télec. (613)992-7385*

*Secrétariat de la Table ronde nationale
1, rue Nicholas,
bureau 1500
Ottawa (Ontario)
K1N 7B7*



*Le présent rapport est imprimé à l'encre végétale
sur papier recyclé*

Canada